

Législatives autrichiennes :

Herbert Kickl, nationaliste virulent et anti-occidental, adepte de Victor Orban et propagateur de délires complotistes, mène la danse

Par Danny Leder

Les sondages donnent le FPÖ, un parti d'extrême droite, en tête des législatives autrichiennes de ce dimanche 29 septembre avec un score d'environ 27 pourcents des voix. L'actuel leader du FPÖ, Herbert Kickl, plus radical et plus méthodique que ces prédécesseurs, aspire à diriger le prochain gouvernement en s'autoproclamant « *Volkskanzler* » (« Chancelier du peuple »). Ce terme avait été utilisé par Hitler. Kickl, qui prend modèle sur le Premier ministre hongrois Victor Orban, voudrait ainsi signifier sa rupture avec la terminologie usuelle de la démocratie parlementaire autrichienne le rôle du « *Bundeskanzler* » (Chancelier fédéral). Mais grâce à la proportionnelle quasi-intégrale en vigueur en Autriche, une majorité relative de voix ne permettrait pas à Kickl de gouverner seul. Il serait obligé de former une coalition avec les conservateurs du ÖVP (qui dirigent l'actuel gouvernement en alliance avec Les Verts). Pourtant, Kickl, avec son positionnement radical et anti-occidental (il refuse tout soutien à l'Ukraine et voudrait favoriser l'échange « sécuritaire » avec le Kremlin), a mis la barre probablement trop haute pour rallier les conservateurs.

L'Autriche est gouverné depuis janvier 2020 par une coalition dirigée par le ÖVP, le parti conservateur, en alliance avec le petit parti des Verts, une formation de centre-gauche. Les législatives vont, selon toute probabilité, mettre fin à cette coalition. Deux partis d'opposition sont en mesure de jouer un rôle prépondérant : d'un côté les Sociaux-Démocrates du SPÖ, et de l'autre, le FPÖ.

Le FPÖ (« *Freiheitliche Partei Österreichs* » ce qui signifie : Parti de la Liberté) est issu d'une formation qui regroupait après la deuxième guerre mondiale un noyau d'anciens militants nazis des plus impénitents. Le FPÖ avait connu depuis moult va-et-vient entre des tentatives de recentrage et des retours, plus ou moins prononcés, vers ses racines d'extrême-droite. Au gré de ses tournants, le FPÖ avait participé déjà trois fois à des coalitions gouvernementales, mais toujours en tant que membre minoritaire (en 1983 au côté du SPÖ et deux fois, en 2000 et en 2017, au côté du ÖVP).

En termes de pourcentages, le FPÖ avait aussi une fois, en 1999, atteint un score de 27 pourcents des voix. Mais maintenant, si les sondages voient juste, le FPÖ pourrait avec ce même pourcentage passer en tête à cause de l'affaiblissement relatif des autres grands

partis (Le ÖVP se situerait à 25 pourcents, le SPÖ à 20 pourcents). Son leader, Herbert Kickl, pourrait alors revendiquer avec aplomb le poste de premier ministre.

Kickl apparait plus méthodique et radical que la plupart des autres dirigeants de la droite nationalpopuliste des pays de (l'ancienne) Europe occidentale – à l'exception du leader de l'AFD allemande, Björn Höcke (mais ce dernier a réalisé son ascension principalement sur les terres de l'Ex-RDA).

Herbert Kickl, leader ascétique au regard hagard

Agé de 55 ans, Kickl affiche souvent un regard légèrement hagard sur un visage osseux, paraissant à tout jamais mal rasé. Malgré un physique plutôt frêle, il cultive une aura d'endurance sportive.

Son ascétisme revendiqué le différencie des joyeuses exubérances de ses précurseurs à la tête du FPÖ. Parmi eux, Jörg Haider qui avait donné naissance durant les années 1980 au courant nationalpopuliste en Europe occidentale, en explorant un espace entre les partis démocratiques de l'après-guerre et l'extrême-droite groupusculaire. Haider était coutumier d'allusions xénophobes et, dans certains cas, de déclarations favorables au passé nazi. Mais ça se passait par à-coups, quelques fois sous forme de blagues lors de kermesses, où il communiait par ailleurs avec la foule en entonnant des chansons puisées dans le folklore local. Il pouvait aussi, mais plus discrètement, s'égayer dans des boites gays. Son successeur, Heinz-Christian Strache, militant néo-nazi dans sa jeunesse et plus tard fêtard invétéré, s'était adonnés à des entourloupes dans la tradition de débrouille qui avait éclot dans les faubourgs de Vienne.

Les deux, Haider et Strache, avaient fini par mener leur camp au fond du gouffre. Haider était décédé en 2008, en fonçant, ivre au volant de sa voiture, dans un poteau de signalisation. Au fur et à mesure son héritage se dévoilait, laissant l'opinion pantoise. En tant que président de la région de Carinthie dans le sud de l'Autriche, Haider avait à coup de dépenses faramineuses et d'opérations financières improbables, en cheville avec des milieux mafieux de la Croatie voisine, provoqué un endettement désastreux qui valut à la Carinthie temporairement le surnom de « la Grèce de l'Autriche ». Heinz-Christian Strache qui avait repris les rênes du FPÖ, finit à son tour par s'écrouler sous une avalanche de détournements de fonds et affaires de corruption.

L'actuel chef du FPÖ, Herbert Kickl, a réussi le tour de force de redresser ce parti en semblant adjurer aux facéties de ses prédécesseurs qu'il avait pourtant fidèlement servis. S'il n'a pas l'aisance pour créer la connivence enjouée avec ses supporters, il dégage en revanche à travers le phrasé de ces discours une violence froide, doublée d'invectives inhabituels à l'encontre de ses adversaires politiques.

Kickl affiche sa volonté de rupture par rapport au système parlementaire autrichien sur deux points :

* S'il parvenait à accéder au poste de chef du gouvernement il ne se contenterait pas de la dénomination habituelle de « Bundeskanzler » (chancelier fédéral), mais il s'autoproclamerait « Volkskanzler » (chancelier du peuple). Il faut y voir sa volonté de rompre avec le rôle habituel d'un premier ministre qui gouverne face au parlement. A la place, il compte incarner un chef tirant sa légitimité d'un lien prétendu direct avec « le peuple ».

* Ensuite, Kickl se réfère en termes élogieux au modèle de gouvernance du premier ministre hongrois, Victor Orban, qui a gravement entravé le fonctionnement pluraliste et les mécanismes de contrôle inhérentes à une démocratie libérale.

S'il arrivait au pouvoir à Vienne, Kickl pourrait former un axe non seulement avec Orban mais aussi avec le premier ministre de la Slovaquie voisine, Robert Fico. Lui aussi est un tribun aux penchants autoritaires et au parti-pris en faveur de Vladimir Poutine dans la guerre en Ukraine. Cette axe nationaliste et anti-occidentale se retrouverait alors dans un touche-à-touche géographique avec l'Italie de Georgia Meloni, même si cette dernière s'est montrée jusqu'à présent accommodante vis-à-vis des choix majeurs de l'Union européenne.

Kickl supplante également d'autres leaders populistes européens dans la mesure où il évoque plus ouvertement de futures mesures de « re-migration », terme qui recouvre le renvoie massif d'immigrés, y compris ceux qui ont déjà acquis la nationalité autrichienne.

Invectives et menaces contre les responsables des mesures anti-Covid

Pour ce qui concerne les invectives et menaces professées par Kickl, voici un échantillon : Le président de la république âgé de 80 ans, Alexander Van der Bellen (un professeur universitaire d'économie des plus respectés et ex-dirigeant modéré du parti des Verts qui avait été élu face à un candidat du FPÖ en 2016 et très largement réélu en 2022) a été qualifié par Kickl de « momie sénile ». La ministre de l'écologie fut traitée de « sorcière ». Les membres du gouvernement dans leur ensemble, donc principalement des ministres conservateurs, sont des « traîtres à la patrie » qui devraient être « traduit en justice ».

Ces attaques avaient notamment fusé lors de la pandémie du Covid. Kickl avait alors non seulement minimisé l'ampleur de la pandémie mais également laissé entendre que la vaccination était inefficace et dangereuse. A la place du vaccin, Kickl avait conseillé la prise d'un produit prescrit principalement par des vétérinaires en tant que vermifuge pour chevaux.

Kickl avait également pris la tête des manifestations de rue, pour partie violentes, contre la politique sanitaire du gouvernement. Il avait alors qualifié les responsables de la politique sanitaire comme « sales types » aux ordres de l'Organisation Mondiale de la Santé. Celle-ci étant, toujours selon Kickl, « un des organismes de domination de l'oligarchie mondialisée » qui viserait à « détruire les nations. »

En remettant ce sujet en épingle lors son actuelle campagne, Kickl a affirmé sur un ton menaçant : « Nous n'en avons pas encore fini avec cette clique ». Les membres du gouvernement actuel allaient devoir « rendre des comptes » pour l'imposition du port du masque, du confinement et de l'obligation vaccinale durant l'épidémie. Aux prétendus « victimes de ces mesures dictatoriales », Kickl promet des « indemnités réparatrices comme l'Autriche n'en avait jamais connu ». Le leader du FPÖ utilise à cet égard le terme de « Wiedergutmachung » qui désigne habituellement en Allemagne et en Autriche les mesures réparatrices pour les victimes du Nazisme.

L'observation étatique des agents russes et de l'ultra-droite anéantie

Auparavant, Kickl avait déjà fait la démonstration de ce qu'il s'apprêterait à faire, une fois aux manettes. Au sein du dernier gouvernement de coalition entre les Conservateurs du ÖVP et le FPÖ (2017 à 2019) Kickl avait été ministre de l'Intérieur. A ce titre il avait réussi à se procurer en février 2018 sous un prétexte fallacieux le feu vert d'un juge pour une perquisition au sein du "Bundesamt für Verfassungsschutz und Terrorismus-Bekämpfung" (Office fédéral de la protection de la constitution et de la lutte contre le terrorisme). Ces perquisitions n'étaient pas effectuées comme à l'accoutumée par des officiers de la police judiciaire mais par une brigade spécialisée dans la « lutte contre la délinquance de rue » (l'équivalent de la BAC en France). A la tête de cette brigade se trouvait un officier lié au FPÖ. Sous ses ordres, les policiers prirent d'assaut les bureaux et les domiciles des responsables de l'anti-terrorisme autrichien, l'arme au point.

Plus tard, la cour d'appel de Vienne finit par invalider ces perquisitions. Encore plus tard, on apprit que cette opération avait été soufflé à Kickl par un de ces subordonnés au ministère de l'intérieur, entre temps démasqué en tant qu'agent des services russes et en fuite à Dubaï.

Ces policiers proches du FPÖ avaient emporté lors de leurs perquisitions les précieux fichiers qui renseignaient sur l'infiltration policière des milieux de l'ultra-droite, et sur les activités des agents russes.

Le coup de force de Kickl contre l'antiterrorisme et le contre-espionnage autrichien avait confirmé les mises-en-garde exprimées auparavant par la CDU allemande auprès des Conservateurs autrichiens au sujet de la pénétration des services autrichiens par des agents pro-russes à travers le FPÖ. Celui-ci avait signé un pacte solennel de coopération avec le parti de Vladimir Poutine et approuvé l'annexion de la Crimée par la Russie. Par la suite, les occidentaux avaient exclu les représentants autrichiens d'un des principaux canaux d'échange entre services de sécurité.

Après les menées de Kickl au ministère de l'intérieur vint « l'affaire Ibiza » : une vidéo tournée dans une villa à Ibiza qui avait dévoilé les manœuvres de corruption assumées par Heinz-Christian Strache, à l'époque chef du FPÖ et vice-chancelier au sein gouvernement. Ce

qui avait obligé le ÖVP de rompre en 2019 la coalition avec le FPÖ, remplacé par la suite par le Verts.

Mais toutes ces dérives dont a fait preuve le FPÖ ne pèsent pas lourds face au désir de segments importants de la population de stopper l'immigration. La promesse de Kickl de réserver les acquis sociaux aux seuls Autrichiens fait mouche. Kickl voudra imposer aux « étrangers leur propre sécurité sociale et leur propres crèches, financées pas eux-mêmes ».

Une convention « autrichienne » des droits de l'homme

La convention des droits de l'homme européenne serait alors remplacée par une « convention autrichienne des droits de l'homme ». Et dans ce cas, « même si quelqu'un prononcera mille fois le mot asyle, nous n'entendrons mille fois rien » se réjouit Kickl.

Ces discours ont pu trouver un écho supplémentaire dernièrement, et notamment chez une partie de l'électorat féminin, auparavant nettement moins perméable que les électeurs masculins à la propagande du FPÖ. Des viols collectifs perpétrés par des jeunes migrants, du harcèlement de rue et l'emprise islamiste dans de nombreux quartiers populaires ont indéniablement renforcé le malaise de beaucoup de femmes. Difficilement chiffrables et pour partie exagérés par les officines d'extrêmes-droite à travers les réseaux sociaux, ces crimes et entraves à la liberté des femmes mettent néanmoins les forces opposées au FPÖ dans une position inconfortable. A cela s'ajoute les projets d'attentats et d'attaques au couteau de la part de très jeunes adeptes de « l'Etat islamique », dernièrement tous déjoués en Autriche, mais pour certains, malheureusement réussis dans l'Allemagne voisine.

Pourtant, la bataille est loin d'être gagnée pour Herbert Kickl. Le premier obstacle qui se dresse devant le FPÖ est le système électoral autrichien, une proportionnelle intégrale. Même s'il arrivait en tête avec environ un quart des voix, le FPÖ ne pourra pas accéder au gouvernement sans partenaire de coalition. Et cela ne pourrait être que le parti conservateur, le ÖVP.

Le premier ministre et leader du ÖVP, Karl Nehammer, une personnalité un peu terne, n'exclut pas une coalition avec le FPÖ à condition que Herbert Kickl n'en fasse pas partie. Mais on voit mal Kickl renoncer à un rôle primordial si le FPÖ atteindrait un score nettement supérieur à celui du ÖVP.

Une solution à trois qui a déjà du plomb dans l'aile

Pour déployer une majorité au parlement capable de barrer la route au FPÖ, il faudrait une coalition à trois : Le ÖVP devrait s'allier en premier avec les Sociaux-Démocrates du SPÖ (crédités d'environ 20 pourcent des voix) et y adjoindre un des deux petits partis qui seront à coup sûr représentés dans le prochain parlement : soit les Verts, soit les « Neos », un parti libéral qui s'était inspiré de la percée initiale d'Emmanuel Macron sur la scène européenne.

Cette perspective d'une solution à trois se heurte à la mauvaise image que renvoie actuellement la coalition tripartite en Allemagne. Ce gouvernement qui réunit les Sociaux-Démocrates, les Verts et le parti libéral FDP, semble à bout de souffle.

Un autre obstacle pour la formation d'une coalition anti-FPÖ pourrait paradoxalement provenir des Sociaux-Démocrates autrichiens.

Le SPÖ, un parti de gauche foncièrement modéré, avait connu un Juin 2023 un tournant surprenant. Une conférence nationale du SPÖ élu un nouveau président, Andreas Babler, nettement marqué à gauche.

Babler, âgé de 51 ans, avait remporté l'adhésion des délégués avec un rappel vigoureux des fondamentaux de la Social-démocratie. Parmi elles, un soutien renforcé aux enfants de familles nécessiteuses, le retour aux impôts sur les fortunes et héritages (abolies en Autriche), l'augmentation de l'impôt sur les sociétés (qui n'avait pas cessé d'être abaissé par le ÖVP, plafonnant maintenant à 25 pourcents) et l'introduction de la semaine des 32 heures (actuellement 40 heures).

Babler avait acquis ses titres de noblesse grâce à son rôle de maire Traiskirchen, une ville ouvrière à la lisière de Vienne. Il en fit un modèle d'accompagnement bienveillant de demandeurs d'asyle. Traiskirchen qui abrite le plus grand centre d'admission de demandeurs d'asyle en Autriche était devenu lors de l'arrivée des réfugiés syriens en 2015 un endroit névralgique. Pendant que le centre d'hébergement fut vite surpeuplé, Babler réussit à organiser parmi ses administrés un vaste courant de solidarité et des structures de soutien notamment pour les enfants de demandeurs d'asyle – des initiatives qui ne se sont jamais démentis depuis, quand d'autres villes s'obstinèrent à refuser tout accueil. Loin de lui nuire, cette politique à contre-courant d'une opinion de plus en plus réticente vis-à-vis des demandeurs d'asyle, profita à Babler qui fut réélue maire en 2020 avec un score triomphal de 71,53 pourcents.

Du nouveau à gauche

Pourtant, les espoirs suscités par l'arrivée de Babler à la tête du SPÖ retombèrent vite. Babler ne réussit pas à percer dans le débat public. Il se heurte toujours à une sourde obstruction provenant d'autres puissants courants au sein de l'appareil du SPÖ qui émettent des doutes sur la fiabilité financière de ses promesses.

Babler doit également compter avec l'émergence de deux forces qui visent les jeunes électeurs penchant à gauche. D'abord l'improbable « Parti de la Bière » qui s'est fait connaître par les apparitions irrévérencieuses de son unique représentant public, un ancien Punk-Rocker et actuel Brasseur, qui avait lors des présidentielles de 2022 remporté plus de huit pourcents des voix.

L'Autriche a également assisté à la résurrection du Parti communiste, le KPÖ, longtemps moribond. Le KPÖ a engrangé des succès lors d'élections municipales. La deuxième ville d'Autriche en nombre d'habitants, Graz, est dirigée par une maire communiste depuis deux mandatures. A Salzbourg, la ville pittoresque qui a vu naître Mozart, le candidat du KPÖ pour le poste de maire remporta 28 pourcents des voix, juste en deuxième position derrière le maire élu du SPÖ (29 pourcents). C'est la pénurie des logements à prix accessibles qui a boosté le KPÖ dans les centres urbains que sont Graz et Salzbourg. Tandis qu'à Vienne, le maintien de l'immense parc de logements sociaux érigé par les Sociaux-Démocrates dès avant la guerre continue à pondérer la pénurie et le renchérissement de l'habitat.

Mais les succès des partis de gauche qui ont fait fléchir l'extrême-droite dans les centres urbains, sont pour l'instant largement contrebalancés par la percée du FPÖ dans la majeure partie du péri-urbain et des petites villes rurales.

Dans ce contexte, le leader du SPÖ Andreas Babler avait laissé entendre dans un premier temps que son programme social était incompatible avec une coalition avec l'ÖVP, une attitude qui avait tarabulé la gauche libérale et avait été désavouée par les autres courants au sein du SPÖ. Babler a récemment corrigé le tir en focalisant ses attaques sur le FPÖ. De son côté le leader du ÖVP, Nehammer, pourrait tirer prétexte des divergences profondes en matière de politique fiscale avec Babler, pour choisir in fine l'alliance avec le FPÖ, avec lequel les conservateurs partagent en termes de politique économique et migratoire plus de points communs qu'avec Babler.

Cela dit, le socialdémocrate de gauche qu'est Babler, ne maîtrise pas vraiment l'appareil de son parti. La plupart des fédérations régionales importantes du SPÖ, notamment celles qui disposent de la présidence des exécutifs dans leur régions (en premier lieu la puissante fédération du SPÖ qui dirige depuis des temps immémoriaux la municipalité Vienne) ont déjà signalé aux conservateurs qu'ils étaient prêts aux concessions nécessaires pour former une coalition avec le ÖVP – en marginalisant de facto le président du parti, Babler, et faisant fi de son programme, orienté trop à gauche à leur goût.